



HAL
open science

Financer durablement l'éducation arabo-islamique en Afrique

Fulbert Ngodji

► **To cite this version:**

Fulbert Ngodji. Financer durablement l'éducation arabo-islamique en Afrique. L'éducation ancienne en Afrique: science et paix, Conférence africaine pour la paix, Jan 2024, Nouackchott, Mauritanie. hal-04440065

HAL Id: hal-04440065

<https://hal.science/hal-04440065>

Submitted on 5 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Financer durablement l'éducation arabo-islamique : une réflexion basée sur l'expérience enrichissante de Mabrouka de Manda

Par Fulbert Ngodji, doctorant en sociologie, Université Paris cité

Nouakchott, janvier 2024

Merci de me passer la parole et merci aussi aux organisateurs d'avoir bien voulu m'associer à ce panel pour discuter des défis de durabilité auxquels l'enseignement traditionnel est aujourd'hui confronté en Afrique noire. Pour cela, mon propos va s'articuler autour du financement de l'éducation arabo-islamique à partir du cas concret de la Mabrouka, un modèle d'éducation arabo-islamique qui s'est développé au Tchad à partir des années 90. Le terme financement dans le cadre de cette présentation recouvre l'ensemble des pratiques par lequel des acteurs locaux, nationaux et transnationaux mobilisent des moyens financiers et non financiers pour produire et offrir cette éducation. Il ne s'agit pas que d'une opération de transfert d'actifs financiers, mais surtout d'un système d'interactions et de relations sociales qui s'appréhende par des mécanismes de régulation, des relations d'autonomie, des acteurs et des logiques d'action.

Mon propos va se dérouler en trois points. En premier lieu, je situerai la Mabrouka dans son contexte historique, ensuite j'aborderai ses fonctions sociales, son modèle de financement et les leçons qu'on peut en tirer.

L'histoire sociopolitique du Tchad est très liée à celle de l'éducation arabo-islamique. Dès les indépendances de 1960, l'adoption du système éducatif hérité de la colonisation a conduit à la marginalisation des diplômés des écoles arabo-islamiques. D'une certaine manière, il a fallu que ces derniers recourent à la lutte armée pour consacrer l'adoption de l'arabe et leur reconnaissance dans l'administration publique. Cependant, faute de moyens, la pratique du bilinguisme au Tchad a rencontré des difficultés majeures qui entraînent plusieurs conséquences, notamment un système éducatif à deux composantes arabophone et francophone qui ne dialoguent pas, des diplômés arabophones aux marges de manœuvre réduites dans une administration où le français reste dominant. C'est dans ce contexte que la Mabrouka émerge.

Les origines de la Mabrouka remontent aux années 90 et la toute première a été l'œuvre du Cheik Ousmane Abdou Baraka. Cet homme religieux est descendant de la famille du sultanat du Baguirmi, l'un des trois États islamiques que le Tchad avait connus avant la colonisation.

Cette première Mabrouka est implantée dans le sud et son objectif principal est de promouvoir la cohabitation pacifique par le biais de l'éducation aux valeurs islamiques. En effet, à l'issue d'une guerre civile qui a provoqué l'effondrement de la cohésion nationale, le Tchad était divisé sur la base d'une dichotomie politique et idéologique qui distingue d'une part les nordistes des sudistes, les musulmans des chrétiens, les arabophones des francophones et les éleveurs des agriculteurs. Face à ces défis, le rôle de la Mabrouka a consisté à la démolition de ces barrières et le rapprochement entre les différentes couches sociales. En trente années, son succès lui a valu la réputation d'un haut lieu saint à l'échelle du Tchad et de la sous-région de l'Afrique centrale. En ce sens, Mabrouka n'est pas qu'une institution d'éducation arabo-islamique. Elle est un laboratoire de pratiques de tolérance religieuse et une autorité morale qui promeut l'islam du juste milieu, lequel constitue une barrière solide contre les extrémismes.

Le financement de la Mabrouka repose sur un modèle de développement local. Dans le cas de la Mabrouka de Manda, trois étapes successives et imbriquées ont accompagné la mise en place de son modèle de financement : une première qui a consisté à la quête de légitimité sociale, par l'apport complémentaire de cinq personnalités clés réunies autour du Cheick fondateur et la construction d'une école coranique en 1991, d'un hôpital en 2005 et d'une station radio en 2013. Cet hôpital offre des services de santé à un public large constitué des apprenants et des populations non musulmanes des environs du centre. Quant à la radio, elle diffuse des émissions essentiellement orientées vers la cohésion sociale et la tolérance religieuse et constitue un canal puissant de sensibilisation que mobilisent les ONG dans les domaines aussi variés que la santé, l'éducation. Et la promotion de la cohabitation pacifique. ensuite, le projet éducatif a connu une expansion sur les plans séculaire et religieux. À ce jour, Mabrouka compte 7 centres d'enseignements spécialisés où plus de 2600 apprenants étudient le Coran et ses sciences, mais aussi le français, l'arabe, l'anglais et l'informatique. Les diplômés de cette institution parlent couramment les deux langues officielles du pays et constituent en définitive la génération des futurs Tchadiens qui ont de grandes chances de réconcilier le français et l'arabe dans l'administration publique. La troisième étape a enfin consisté en la quête du statut d'autorité morale et religieuse. A ce titre, Mabrouka reste très active dans la résolution pacifique des conflits locaux, notamment entre agriculteurs et éleveurs, le dialogue interreligieux, l'organisation de la journée nationale de la cohabitation pacifique, la diffusion de l'islam dans le sud du Tchad via l'envoi des missions de prédication et d'enseignement coraniques. Cette grande visibilité de Mabrouka sur le terrain de la

réconciliation nationale a une incidence directe sur son financement et constitue une dimension centrale de son modèle de financement.

Quelles les leçons que l'expérience de la Mabrouka offre aujourd'hui ?

Le succès de la Mabrouka tient aujourd'hui dans sa capacité de redevabilité communautaire. D'un petit village en 1990, elle est en voie de devenir une ville avec plus de 15 000 habitants de nos jours. Tous les membres de cette cité coranique sont des apprenants qui soutiennent le projet éducatif du Cheick Abdou Baraka, faisant de la mosquée, la seule banque et la première source de financement sur laquelle Mabrouka peut compter. Toutes les ressources mobilisées se traduisent toujours en réalisations concrètes. Mabrouka donne aussi à voir que pour assurer sa survie sur le long terme, l'éducation arabo-islamique dans le contexte actuel ne peut plus entretenir cette dépendance historique de la communauté, mais tirer de celle-ci et de son environnement des éléments de son autonomisation sur le long terme.

Comment repenser aujourd'hui le financement de l'éducation arabo-islamique face aux défis actuels ?

Il incombe déjà d'encourager les mécanismes existants, qui consistent principalement au financement de la construction d'écoles et de programmes éducatifs, l'octroi de bourses et la formation professionnelle des apprenants. Néanmoins, ces mécanismes doivent aujourd'hui dépasser leurs propres limites, notamment la dépendance à l'aide transnationale qu'ils créent, les disparités de financement qui induit la variation des ressources d'une communauté à une autre, l'instabilité financière du fait de la courte durée et leur caractère figé qui limite la prise en compte du caractère dynamique des besoins communautaires. Ainsi, les pistes de solution ici proposées se déclinent en 5 point.

- Démystifier le financement de l'éducation arabo-islamique. Dans la plupart des pays d'Afrique, les interrogations cessent dès que la question du financement est abordée, ce qui limite les possibilités de partenariats aux échelles locale, nationale et transnationale.
- Unifier la gouvernance de l'éducation arabo-islamique qui reste malgré tout disparate dans la majorité des pays d'Afrique. L'absence d'une gouvernance concertée et harmonisée peut conduire à des disparités géographiques mais aussi créer des inégalités d'accès. Cela affecte la qualité de l'offre éducative et crée un terrain propice aux extrémismes.

- Encourager le partenariat local, national et transnational par la mise en place d'un cadre de dialogue entre Etats, organisations internationales, ONG et associations islamiques dédiées à l'éducation arabo-islamique. Le rôle de ce cadre pourrait être la mobilisation des ressources financières, humaines et techniques tout comme le partage d'expérience. Pour y arriver, il convient d'explorer les opportunités d'innovation financière qu'offre aujourd'hui internet et ses nouvelles technologies d'information.
- Encourager la création des fonds spécifiques dédiée à l'éducation arabo-islamique, en mettant l'accent sur le long terme. Y associer une instance de gestion qui assure la liaison entre les parties prenantes pour garantir une stabilité financière à long terme.
- Relever le défi de l'insertion socioprofessionnelle en dotant les apprenants de compétences qui leur permettent de s'insérer, car le travail a toujours été la base de l'identité sociale.